

L'abonné à l'édition N° 1 reçoit avec ce numéro LA PETITE ILLUSTRATION contenant la première partie de : ANNE-JEANNE, roman de M. Gaston Rageot.

96<sup>e</sup> ANNÉE

N° 4955

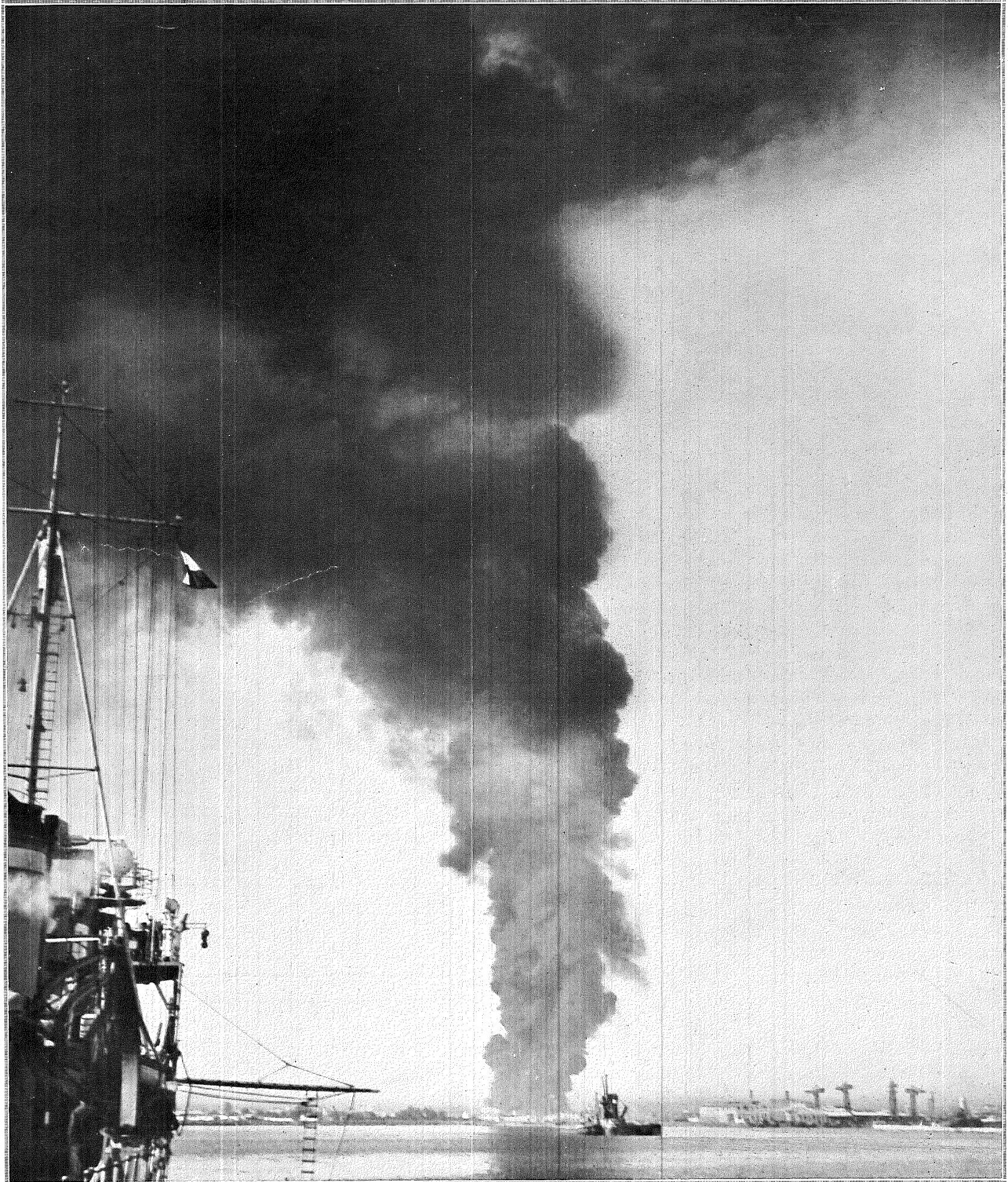
# L'ILLUSTRATION

5  
FÉVRIER  
1938

Louis BASCHET, Codirecteur.

RENÉ BASCHET, Directeur.

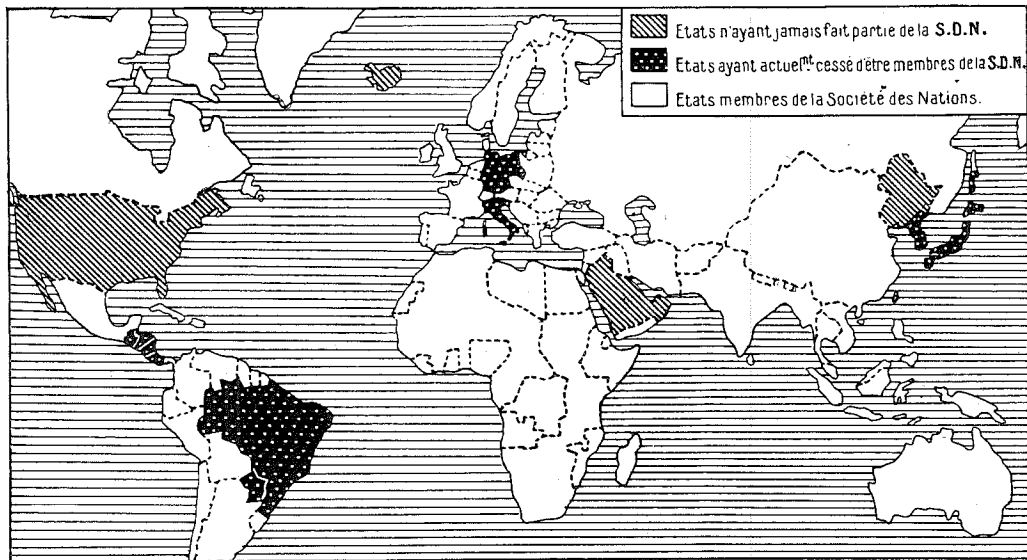
GASTON SORBETS, Rédacteur en chef.



## LE BOMBARDEMENT AÉRIEN DE VALENCE. — Incendie des réservoirs à mazout par des bombes d'avion.

*Bombardements sur Barcelone et sur Valence; représailles sur Salamanque et bombardement nouveau, plus meurtrier et plus dévastateur, sur Barcelone, lequel peut entraîner des représailles nouvelles: tel est le spectacle que nous offre un vieux peuple civilisé en guerre contre lui-même. Et, tandis que cette action de destruction et de mort se poursuit, de part et d'autre, en Espagne rouge comme en Espagne blanche, des œuvres d'assistance sociale s'organisent, dont on verra le détail aux pages 149 à 152, que suivent d'autres pages consacrées aux inconcevables mutilations infligées, sans aucune utilité militaire, dans les premiers jours de la révolution, aux œuvres d'art religieux et plus particulièrement aux peintures et aux statues.*





Répartition actuelle des divers Etats par rapport à la Société des Nations.

## LA CRISE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

La 100<sup>e</sup> session du Conseil de la Société des Nations, qui s'est ouverte à Genève, le 26 janvier, sous la présidence du sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de l'Iran, Moustapha Adlé, semble avoir eu pour thème principal la crise de la Société des Nations.

Lorsque fut constitué par les négociateurs du traité de Versailles, et sur l'initiative du président Wilson, le grand organisme international de Genève, il avait été envisagé sous l'aspect de l'universalité. On considérait alors qu'il était destiné à englober le plus rapidement qu'il serait possible tous les Etats du monde, à l'exception de quelques-uns qui, pour des raisons particulières, devaient être tenus en dehors de son sein, soit qu'ils fussent trop petits, comme les principautés de Liechtenstein, de Monaco, de San Marin, la République d'Andorre, la Ville libre de Dantzig (auxquelles est venue s'ajouter, par la suite, la Cité du Vatican), soit qu'ils ne présentassent pas encore des garanties suffisantes d'indépendance politique ou de fidélité aux principes du covenant. Mais, pour ces derniers, on espérait que leur mise à l'écart cesserait bientôt, dès qu'ils auraient rempli les conditions exigées.

La Société des Nations, qui avait pour but la protection de la paix mondiale par la réduction des armements et la substitution de l'arbitrage aux méthodes de violence, se composait de la sorte de 42 membres *originaires*, complétés par la suite par 21 membres *admis*, à la majorité des deux tiers des voix de l'assemblée, selon les statuts. Les 42 membres originaires étaient d'abord les puissances alliées et associées de la grande guerre, à savoir, par ordre alphabétique : l'Afrique du Sud, l'Australie, la Belgique, la Bolivie, le Brésil, le Canada, la Chine, Cuba, la France, la Grande-Bretagne, la Grèce, le Guatemala, Haïti, le Honduras, l'Inde, l'Italie, le Japon, le Liberia, le Nicaragua, la Nouvelle-Zélande, Panama, le Pérou, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, la Yougoslavie, le Siam, la Tchécoslovaquie, l'Uruguay et les 13 Etats « invités » à accéder en 1919-1920 : l'Argentine, le Chili, la Colombie, le Danemark, l'Espagne, l'Iran, la Norvège, le Paraguay, les Pays-Bas, le Salvador, la Suède, la Suisse et le Venezuela. Les 21 membres admis ultérieurement furent : l'Albanie, l'Autriche, la Bulgarie, Costa Rica, la Finlande et le Luxembourg, en décembre 1920; l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie, en septembre 1921; la Hongrie, en septembre 1922; l'Irlande et l'Ethiopie, en septembre 1923; la République dominicaine, en septembre 1924; l'Allemagne, en septembre 1926; le Mexique, en septembre 1931; la Turquie, en juillet 1932; l'Irak, en octobre 1932; l'U. R. S. S., l'Afghanistan et l'Equateur, en septembre 1934; l'Egypte, en mai 1937. Au total, 63 Etats.

Si l'on excepte les quelques Etats pygmées qui ne comptent point dans la vie internationale, l'Islande, l'Arabie Saoudieh et le Mandchoukouo (non encore reconnu), on constate que toutes les nations du monde ont, depuis dix-huit ans, pris place à un moment quelconque dans la

Société, sauf une seule : les Etats-Unis d'Amérique. On sait comment cette défection initiale se produisit lorsque la politique wilsonienne fut désavouée par le Congrès. Elle a lourdement pesé sur tout l'avenir de la Société des Nations, car c'est elle qui lui a interdit, dès l'abord, de réaliser son rêve d'universalité.

Cependant il n'est jamais arrivé, dans la pratique, que l'assemblée de Genève réunît 63 membres. Pour des motifs divers, des démissions étaient données dès 1924. La première fut celle de Costa Rica, le 24 décembre 1924. Le Brésil suivit, le 14 juin 1926. Puis vinrent le Japon, le 27 mars 1933; l'Allemagne, le 21 octobre 1933; le Paraguay, le 23 février 1935; le Guatemala, le 26 mai 1936; le Nicaragua, le 27 juin 1936; le Honduras, le 10 juillet 1936; l'Italie, le 11 décembre 1937. La Société des Nations ne compte donc plus, à l'heure actuelle, que 54 membres.

Cet effectif pourrait sembler suffisant si, parmi les Etats qui n'ont jamais été ou ne sont plus présents à Genève, ne s'en trouvaient quelques-uns que leur importance rend indispensables à toute collaboration internationale : en Amérique, les Etats-Unis et le Brésil; en Asie, le Japon; en Europe, l'Allemagne et l'Italie.

Mais ce ne sont pas seulement ces absences qui portent aujourd'hui un grave préjudice au prestige de la Société des Nations. Ce sont aussi les échecs successifs qu'elle a subis, en ces dernières années, toutes les fois qu'elle a voulu mettre en œuvre ses principes; échec de la conférence du désarmement; échec des procédures de conciliation et d'arbitrage entre la Chine et le Japon; échec de la politique des sanctions contre l'Italie, lors de la guerre d'Ethiopie. Ceux que la Société des Nations avait condamnés moralement, comme le Japon et l'Italie, se sont séparés d'elle avec éclat et aucune conséquence fâcheuse n'en est résultée pour eux. Puisque la Société s'est de la sorte avérée impuissante à imposer sa volonté, n'est-ce pas la preuve qu'elle ne répond pas à son but et qu'elle est fondée sur une utopie? Davantage : la seule fois où elle a essayé véritablement de se servir de ses armes en décrétant l'application des sanctions contre l'Italie, elle a failli provoquer une guerre européenne. Au lieu de rétablir la paix mise en péril par un conflit particulier, il s'en est fallu de peu qu'elle ne la compromît irrémédiablement en faisant dégénérer ce conflit particulier en conflit généralisé. D'où la désaffection qui, de différents côtés, se fait jour à son égard. Les uns ont perdu confiance en elle et la jugent inutile. Les autres vont plus loin : ils estiment que, telle qu'elle est, elle est dangereuse et ils réclament la révision de ses statuts. Les premiers sont prêts à l'abandonner, par désillusion; les seconds, par prudence personnelle, ne veulent plus être soumis à certaines des obligations auxquelles elle astreint ses membres.

C'est l'article 16 du covenant — celui qui proclame le devoir de l'assistance mutuelle et édicte les sanctions — qui fait le fond du débat. Il a contre lui les pays qui tiennent, en tout état de cause, à demeurer neutres, comme la Suisse ou les Scandinaves. Il gêne ceux qui, comme la Belgique

l'a fait à l'égard de l'Allemagne, ont contracté des engagements particuliers peu compatibles avec une action collective décrétée par Genève. Il en inquiète d'autres qui, comme la Pologne, pour la sauvegarde d'intérêts personnels autant que par conception doctrinale, préfèrent le système des pactes bilatéraux et des alliances à l'assistance mutuelle. Il est combattu enfin, plus ou moins ouvertement, par tous les Etats qui cèdent à l'attraction de l'axe Rome-Berlin-Tokio, car, si l'article 16 disparaissait du covenant, la Société des Nations perdrait du même coup sa principale raison d'être et l'offensive menée contre elle par l'Allemagne, l'Italie et le Japon enregistrerait une significative victoire.

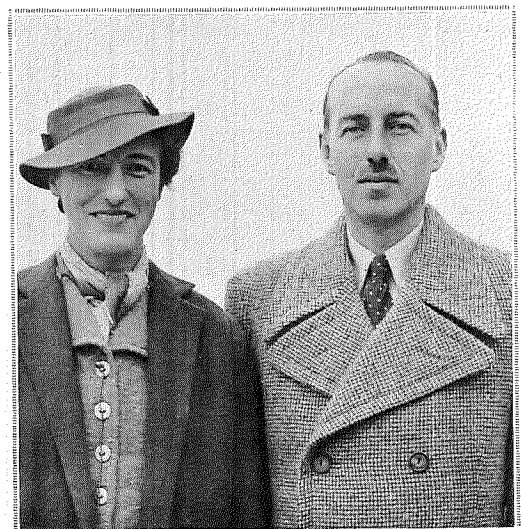
C'est dans cette atmosphère que s'est déroulée la discussion du Conseil, le 27 janvier. Discussion académique, au cours de laquelle beaucoup de discours ont été prononcés, mais qui s'est bornée à des paroles et à des passes d'armes mouchetées, comme c'est la tradition à Genève. La défense de la Société des Nations et de ses principes orthodoxes a été présentée surtout par M. Yvon Delbos et par le représentant des Etats baltes, M. Munters. M. Eden a parlé dans le même sens, mais avec plus de réserve, M. Litvinoff, sur ce ton d'ironie dont il s'est fait une habitude. Les critiques diversement nuancées dont le covenant fut l'objet ont été formulées principalement par M. Joseph Beck, au nom de la Pologne, par M. Unden, délégué de la Suède, et par M. Spaak, ministre des Affaires étrangères belge. Quant à la Suisse, elle souhaiterait, en raison de sa neutralité permanente, obtenir un statut spécial. C'est finalement au comité des 28, chargé d'étudier la réforme éventuelle du pacte, que l'affaire est revenue. Mais les comités genevois travaillent lentement et, si le pacte doit être effectivement réformé, un assez long temps s'écoulera sans doute avant toute décision.

ROBERT LAMBEL.

## LE RAPPORT DE M. VAN ZEELAND

On sait qu'au mois d'avril 1937 M. Van Zeeland, qui était alors premier ministre de Belgique, avait accepté des gouvernements français et britannique la mission de mener « une enquête sur la possibilité d'obtenir une réduction générale des mesures de contingentement et des autres obstacles au commerce international ». Il se rendit, à cet effet, dans diverses capitales européennes et aux Etats-Unis. Quand il en revint, ce fut pour se trouver aux prises avec une crise intérieure qui provoqua sa démission et mit un terme au moins momentané à sa carrière d'homme d'Etat. Dans le même temps, la situation économique et politique du monde évoluait de telle sorte que l'objet initial envisagé par la France et l'Angleterre était largement dépassé et qu'on pouvait concevoir des doutes sur l'opportunité même de la mission confiée à l'éminent technicien belge.

Mais M. Van Zeeland est de ceux qui estiment qu'« aucun effort n'est jamais complètement perdu, même s'il n'aboutit pas immédiatement » et qu'il ne faut pas renoncer à une suprême ten-

M<sup>me</sup> et M. Van Zeeland arrivant à Southampton après le voyage d'études de l'ex-premier belge aux Etats-Unis.

## LE CENTENAIRE DE DUCOS DU HAURON

La Société française de photographie et de cinématographie a commémoré, le 26 janvier, la naissance de Louis Ducos du Hauron à qui nous devons deux inventions remarquables : la photographie et la reproduction des couleurs par la méthode trichrome, grâce à laquelle nous pouvons diffuser en tirage illimité les chefs-d'œuvre de la peinture ou la splendeur de nos sites avec leurs couleurs fidèlement reproduites, et l'anaglyphe, permettant l'édition d'images donnant la sensation du relief en les examinant au moyen d'un lorgnon bicolore.

Né à Langon le 8 décembre 1837, Louis Ducos du Hauron se passionna dès l'âge de vingt ans pour tous les problèmes se rattachant à la lumière et aux couleurs — ainsi que notre collaborateur F. Honoré l'exposa dans une étude fort complète lors de la mort du savant à l'âge de quatre-vingt-trois ans (*L'Illustration* du 12 septembre 1920) — et l'idée lui vint d'appliquer la photographie au principe de la reproduction de toutes les

nuances de la nature au moyen des trois couleurs primaires : rouge, jaune, bleu, et c'est à lui que l'on doit l'idée du triage des trois clichés devant servir à l'impression des couleurs par l'interposition d'écrans absorbants constitués par leurs couleurs complémentaires.

Le manque de sensibilité au rouge des émulsions photographiques à l'époque de ses recherches le retarda longtemps, mais le 7 mai 1869 il fit à la Société française de photographie une communication qui eut d'autant plus de retentissement que, par une coïncidence



Phot. Nadar.

Ducos du Hauron.

étrange, un autre inventeur, Charles Cros, envoyait le même jour une communication analogue ; mais, alors que Ducos du Hauron joignait trois spécimens à son mémoire, Charles Cros déclarait reculer devant les difficultés d'exécution.

Le principe de la trichromie ne devait pas se limiter à ses applications à l'imprimerie ; il devait encore permettre à Louis Lumière, l'inventeur du cinématographe, de créer en 1907, en la plaque autochrome, un procédé d'une extrême ingéniosité permettant l'obtention rapide et facile de photographies en couleurs sur une surface unique.

C'est d'ailleurs, ne l'oublions pas, dans les salons de *L'Illustration* que cette remarquable invention fut révélée au public le 10 juin 1907 par une conférence de M. Auguste Lumière.

Est-il nécessaire d'insister auprès de nos lecteurs sur les avantages précieux de la plaque autochrome, à la reproduction de laquelle nous appliquons le procédé du tirage en trois couleurs pour en imprimer les images dans nos pages ; nos lecteurs n'ignorent pas non plus l'anaglyphe, qui leur fut, avec son étonnante sensation de relief, révélé pour la première fois dans notre numéro du 26 janvier 1924, épuisé en quelques jours bien qu'il ait été l'objet d'un tirage supplémentaire de 80.000 exemplaires.

Nous devons à la mémoire de Ducos du Hauron de rappeler ici succinctement son œuvre ; il tient une belle place dans cette pléiade d'inventeurs français : Niepce, Daguerre, Lumière, Gaumont, Belin, à qui nous devons les merveilleuses inventions ayant permis de reconstituer par la photographie la ligne, le relief, la couleur, le mouvement et la transmission avec ou sans fil. — L. G.

## FAITS DE LA SEMAINE

— Le pont du Niagara surplombant les fameuses cataractes s'est effondré sous la poussée des glaces.  
— Le lieutenant-colonel Rousset, ancien député de Verdun, vient de mourir. Il avait fait la guerre de 1870-1871, au cours de laquelle il s'était distingué, puis était devenu professeur de tactique à l'École de guerre. Journaliste, il s'était acquis une réputation brillante comme critique des choses de l'armée. Il était l'auteur d'une *Histoire de la guerre de 1870-1871* et de divers autres ouvrages réputés.



Le réfectoire des petits.

L'ASSISTANCE SOCIALE  
EN ESPAGNE BLANCHE  
ET EN ESPAGNE ROUGE

La guerre civile d'Espagne, qui dure déjà depuis plus d'un an et demi, n'a pas seulement accumulé les ruines et les morts sur les fronts de combat. Elle a fait à l'intérieur même du pays d'innombrables et innocentes victimes, parmi les femmes, les vieillards, les enfants. Elle a voué à la misère des populations entières. D'où un devoir d'assistance sociale qui s'est imposé aux deux gouvernements antagonistes et qu'ils ont rempli chacun de leur côté avec tous les moyens en leur pouvoir, en associant à leur effort officiel la générosité des initiatives privées. Le vice-amiral Joubert, qui vient de parcourir l'Espagne blanche, nous a communiqué sur ce sujet des renseignements fort intéressants qu'il a réunis personnellement. Par une coïncidence heureuse, nous avons reçu dans le même temps une brochure, éditée par l'Institut d'action sociale universitaire et scolaire de Catalogne, qui met en valeur l'œuvre accomplie dans le même sens en Espagne rouge. Ce sont ces deux documentations qu'un souci d'impartialité et d'objectivité nous fait réunir ici. Nous avons trop souvent eu l'occasion de parler des horreurs de la

guerre pour qu'il ne soit pas consolant de constater comment on cherche à les atténuer pour ceux qui les subissent si injustement.

L'ŒUVRE DE L'« AUXILIO SOCIAL »  
CHEZ LES NATIONALISTES

En attendant les lois qui préciseront l'organisation du travail après une « révolution » que le général Franco entend appuyer sur la bonne volonté de tous, il est intéressant de connaître l'effort d'apaisement et d'entraide réalisé depuis un an, en pleine guerre, par les nationalistes.

C'est d'abord l'*Auxilio Social*.

Au mois d'octobre 1936, une femme : doña Mercèdès Sanz Bachiller, veuve à vingt-cinq ans d'un jeune chef phalangiste, Onésime Redondo, tué dans les premiers jours de la guerre, créait à Valladolid une organisation qui recevait le nom d'*Auxilio d'Invernio* (secours d'hiver). Destinée à lutter contre la faim, le froid et la misère, et particulièrement à nourrir les enfants nécessiteux sans distinction de parti, cette œuvre commença par l'installation d'un *comedor* (réfectoire) à Valladolid et dans dix localités de la province. Les enfants étaient servis, surveillés, soignés par de jeunes femmes phalangistes. Le succès et les bienfaits moraux de l'œuvre conduisirent la Phalange espagnole traditionaliste à la prendre en main. Franco



La piscine. — Phot. Sanchez del Pando.

L'ÉCOLE MATERNELLE INSTALLÉE À SÉVILLE DANS UNE DÉPENDANCE DE L'ALCAZAR.



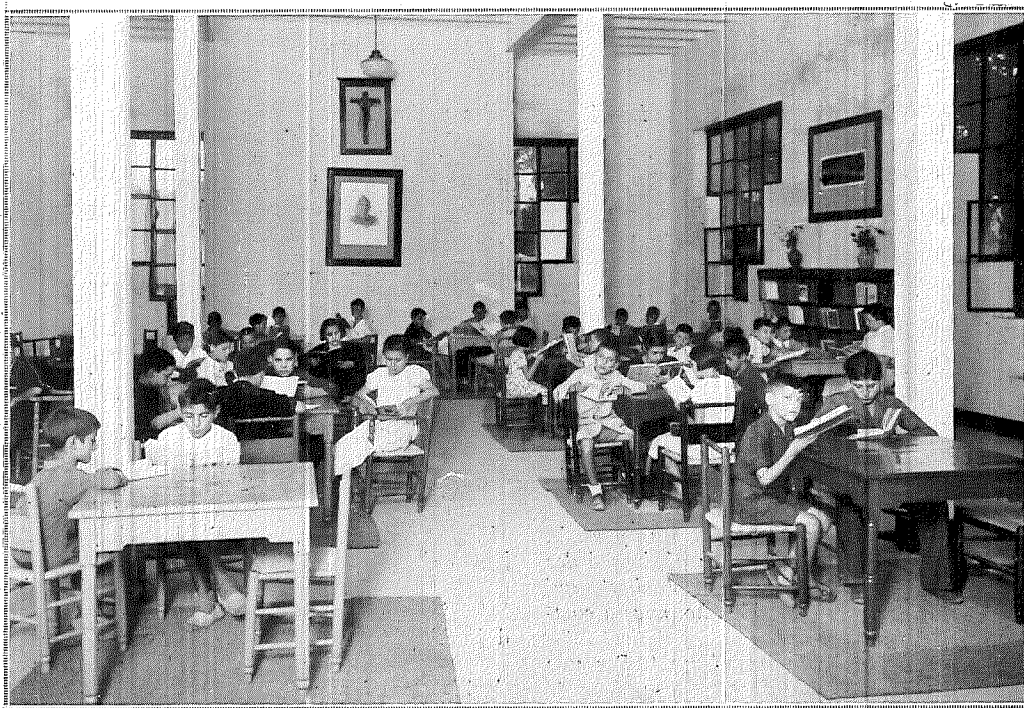
avait défini le but : « Pas un foyer sans lumière, pas un foyer sans pain. »

L'œuvre provinciale est devenue nationale. Aux réfectoires d'enfants sont venues s'ajouter des « cuisines de fraternité », destinées à procurer des repas à domicile aux familles. Puis l'*Auxilio d'Invierno* agrandi est devenu l'*Auxilio Social*. Il a créé : l'« Œuvre nationale syndicaliste de protection de la mère et de l'enfant », le « Secours aux infirmes », l'« Entraide à la vieillesse », l'« Œuvre du foyer national syndicaliste », l'« Œuvre antituberculeuse ». Toutes ces œuvres sont en plein essor.

Quelques chiffres montreront l'importance du mouvement. Pour l'*Auxilio Social* seul, du 30 octobre 1936 au 30 octobre 1937, le nombre des réfectoires est



Achèvement de blocs à appartements modernes à Séville sur l'emplacement de masures sordides.



La bibliothèque adjointe au jardin d'enfants de Séville.

passé de 1 à 711, celui des personnes assistées journalièrement, de 100 à 73.936, celui des repas servis mensuellement, de 6.000 à 4.968.734. Or, l'œuvre, qui n'est pas une institution temporaire mais définitive, ne peut atteindre encore que les deux tiers de l'Espagne. L'organisation requiert un millier d'employés et le concours de plusieurs milliers de volontaires. Les ressources sont assurées par des quêtes bimensuelles, la vente de timbres spéciaux, des dons sollicités en argent ou en nature. Une caisse de compensation balance les recettes et les dépenses entre les provinces. L'Etat ne s'ingère pas dans l'administration ; il garantit seulement l'équilibre du budget.

Avec la nourriture, il faut assurer le logement. Ici interviennent l'Œuvre du foyer national syndicaliste et l'« Œuvre nationale des maisons à bon marché » (*Casas baratas*). Elles ont entrepris partout à la fois le remplacement des taudis par des logements sains, confortables et à la portée de tous. J'ai vu réalisations et projets en différentes villes : Séville, Valladolid, Pampelune, etc.

Nous prendrons l'exemple de Séville. C'était une des villes où l'assistance sociale était le plus en retard et les idées politiques le plus avancées. Au lendemain de sa conquête par le général Queipo de Llano, le général nommait maire de Séville le capitaine de corvette don Ramon de Carranza. Celui-ci choisissait ses collaborateurs et se mettait au travail immédiatement.

Aujourd'hui, deux faubourgs sordides de Séville ont été rasés et entièrement rebâties. Il ne s'agit pas seulement des vastes immeubles reproduits par l'une de ces gravures : de jolies maisons indépendantes, de six pièces en moyenne, où chaque famille

est vraiment chez elle, réalisent une solution des plus satisfaisantes de l'habitation à bon marché.

En novembre, l'Œuvre nationale avait en construction, à Séville, 500 logements de cette nature, pour ouvriers, employés et invalides de

guerre. Les premières maisons devaient être prêtes dans le courant de décembre. La municipalité en achevait 500 autres, dont plus de 200 à livrer avant la fin de l'année.

Mais un des soucis primordiaux de l'*Ayuntamiento* est celui de l'avenir de la race dans le cadre de la ville renouvelée. Un institut de maternité est en voie d'installation. Il comprendra, avec 60 lits, les aménagements les plus modernes. Il constituera avec ses services, ses médecins, ses infirmières le noyau d'une organisation d'« Assistance à la mère et à l'enfant », dont un certain nombre d'éléments modèles sont déjà réalisés.

Sous l'impulsion intelligente et dévouée d'un Espagnol fils de Français, le docteur Duclos, adjoint au maire, les installations de puériculture nouvellement créées comprennent déjà : 3 écoles maternelles pour enfants de deux à sept ans — il y en aura 5 dans quelques mois, 14 à la fin de 1938 — et 3 garderies infantiles pour enfants au-dessous de deux ans — il y en aura 5 dans un an.

Une autre délégation de la municipalité s'occupe des jardins d'enfants : une dizaine déjà existent, dont l'un possède une jolie bibliothèque pour enfants de sept à seize ans.

Ces jardins sont réservés aux enfants pauvres du quartier. Nous les y avons vus joyeux, vivants, colorés. Ils y trouvent des jeux en plein air, des piscines, des agrès de gymnastique. Des femmes les gardent pendant que les parents sont au travail. Ceux-ci ne sont point admis dans les jardins ; mais ils en subissent l'influence par les habitudes de bonne tenue, de propreté, de gentillesse que ces enfants rapportent au foyer.



Le repos en plein air à l'école maternelle de Séville.



Cette influence s'exerce plus puissamment encore par les écoles maternelles. Les photographies ci-jointes ont été prises à l'Ecole de Maria Immaculata, élevée dans un terrain dépendant des jardins de l'Alcazar.

Des installations d'hygiène et de cuisine parfaites, des salles claires et charmantes, décorées de jolis dessins instructifs en rapport avec l'âge des écoliers, une piscine où les enfants peuvent barboter à leur aise, un solarium où ils se reposent dans des cadres sous la pluie de soleil que criblent les feuillages légers, une salle de jeux où ils s'ébattent sur le sable fin, une salle à manger où ils déjeunent par petites tables de quatre sur des nappes claires et qui, vide, présente l'aspect d'un thé élégant pour dames de Lilliput. Aux heures des repas, ce petit monde manifeste un appétit magnifique et une indifférence complète aux querelles sociales. Des infirmières, diplômées d'écoles de puériculture, les surveillent, aidées de jeunes filles bénévoles. Dirait-on, à voir ces petits visages roses et épanouis, qu'il s'agit des enfants les plus pauvres de Séville ?

« Dans cinq ans, me dit le docteur Duclos, nous comptons qu'il n'y aura pas à Séville un enfant qui puisse souffrir de la pauvreté de ses parents. »

L'effort réalisé ne se borne pas à ces écoles et à ces garderies. Cette année, en pleine guerre, 5.000 enfants ont été envoyés à la montagne ou à la mer. Dans deux ans, le chiffre atteindra 15.000. Aucun enfant pauvre ayant besoin de vingt jours d'air pur n'en sera privé.

Il existe à Séville une commission d'Etat chargée de constater les destructions et les atrocités commises. J'y ai vu relevées d'indescriptibles horreurs. La contemplation des œuvres réalisées par une municipalité exemplaire balaie ces visions d'un rayon de lumière et d'un souffle d'air pur. Elle prouve qu'il y a d'autres façons de résoudre le problème social que de massacrer les parents soupçonnés de fascisme et de briser la tête de leurs enfants contre les murs. Elle révèle un des aspects les plus sympathiques de l'élan de générosité et de solidarité qui soulève aujourd'hui l'Espagne de Franco et dont les conséquences économiques sont déjà manifestes.

Puisse-t-elle faire réfléchir ceux que n'aveugle pas une hostilité de principe contre toute solution d'ordre où la haine des classes n'intervient pas !

Vice-amiral JOUBERT.

#### L'ASSISTANCE SOCIALE CHEZ LES GOUVERNEMENTAUX

Les gouvernementaux ont agi de la même manière. Leur institution fondamentale est l'*Assistencia Infantil*, une œuvre d'ailleurs antérieure à la guerre puisqu'elle naquit à la Résidence internationale d'étudiantes (Institut d'action sociale universitaire et scolaire de Catalogne) vers la fin de l'année 1934. Elle était devenue tout de suite éminemment populaire. Dès les débuts de sa fondation, elle s'était vouée à la protection des enfants malades et pauvres. A cet effet, elle se mit en rapport avec l'*Hospital Clínico* de Barcelone, qui avait déjà quatre salles destinées aux enfants, mais se trouvait aux prises avec de grandes difficultés matérielles. L'*Assistencia* procura à l'*Hospital* des produits alimentaires et le linge nécessaire, augmenta le personnel, acheta un abondant matériel moderne et finalement prit à sa charge les services de santé et d'hygiène de toutes les salles. On installa des boxes d'isolement pour



A la garderie d'enfants d'une filature d'Hospitalet de Llobregat, près Barcelone.



Façade de la Résidence internationale d'étudiantes dans le palais de Pédralbes.

les maladies infectieuses, un service de cuisine diététique, des bains, des lavabos, un cabinet de trachéotomie pour la salle de diphtérie, car jusqu'alors les enfants devaient être opérés dans leur



Travaux de couture dans un parc.

propre lit, sous les yeux de leurs petits compagnons malades.

Comme corollaire, l'*Assistencia Infantil* lança l'idée d'une maison de convalescence. Elle reçut en donation une magnifique propriété située sur une des plus jolies plages de la Catalogne et elle allait y introduire les aménagements indispensables pour la convertir en sanatorium quand se produisit la révolution militaire de juillet 1936. L'*Assistencia Infantil* offrit immédiatement ses services pour venir en aide à l'enfance, mais sous la forme nouvelle que les circonstances imposaient, par la fondation de colonies pour les enfants réfugiés.

La situation extrêmement critique où se trouvaient un certain nombre de villes espagnoles, soit à la suite de bombarde-

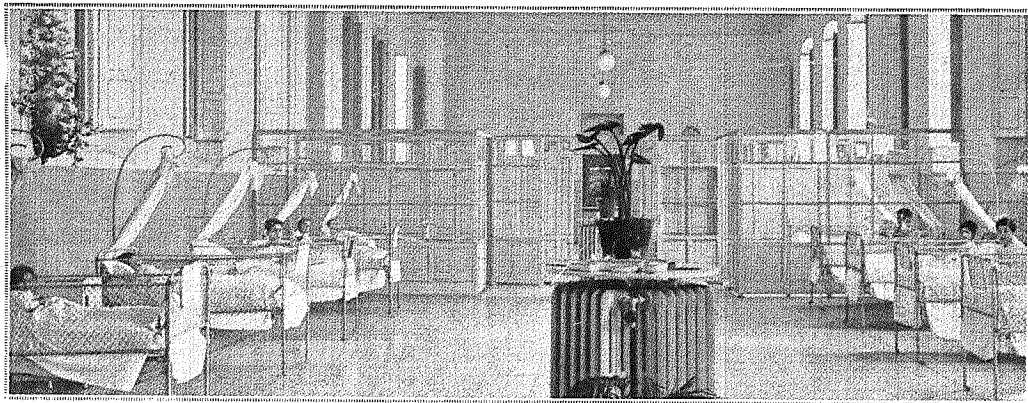
ments, soit en raison de leur proximité du front, obligea en effet le gouvernement à décréter l'évacuation en masse des femmes, des vieillards et des enfants. Cette mesure de salut public se heurta néanmoins à bien des résistances, car la population répugnait à abandonner ses foyers, si misérables ou exposés fussent-ils.

On se borna d'abord à une évacuation en masse des enfants, en prenant soin de ne point séparer ceux d'un même groupe scolaire ou d'un même quartier. En Catalogne, le Comité central d'aide aux réfugiés de la Généralité confia à l'*Assistencia Infantil* l'organisation des colonies. Il fallait pour cela des locaux. L'un des premiers fut la Résidence internationale d'étudiantes, où l'*Assistencia Infantil* était née. Les études universitaires étant suspendues en raison de la mobilisation générale de toute la jeunesse tant masculine que féminine, la résidence, avec ses vastes bâtiments et ses magnifiques jardins, était l'endroit rêvé pour accueillir les petits réfugiés. Ils étaient malheureusement si nombreux que la place manqua bientôt pour eux et qu'on dut organiser dans toute la Catalogne des colonies similaires.

Les enfants, qui affluaient, étaient, sauf de très rares exceptions, dans un état complet de dénuement et de déficience physique et morale, attribuable non seulement à la guerre, mais à une misère originelle qui les avait éprouvés depuis leur naissance. Il ne s'agissait donc pas uniquement de leur offrir un asile temporaire, mais de les soigner et de les rééduquer. Aussi bien ne savait-on point pendant combien de temps on les aurait à charge. La guerre, au bout de quelques mois, s'était installée d'une façon durable et il était impossible d'en prévoir la fin. L'*Assistencia Infantil* conçut son œuvre comme si elle devait être permanente et survivre aux événements qui l'avaient provoquée. Cette œuvre se traduit par deux façons : l'école et le foyer.

A vrai dire, dans les colonies de réfugiés les enfants ne vont pas à l'école au sens habituel du mot, ce qui ne signifie point que leur formation intellectuelle soit négligée. Mais elle est adaptée aux circonstances et elle leur est donnée d'une façon plus vivante et plus suggestive que celle qu'on reçoit dans une classe, à des heures déterminées. Les maîtres ou les maîtresses procèdent par des conversations, des promenades au bord de la mer ou sous les pins. Ils prennent comme thème le vol de l'aéroplane, le vaisseau qui se perd à l'horizon, la plante qui commence à fleurir, un fragment de roche, une visite faite à une usine ou à un atelier. Ce qu'ils cherchent à éveiller chez l'enfant, c'est le désir de connaître, l'esprit d'observation, la contemplation sereine et tranquille des merveilles de la nature qu'il n'avait pas su voir jusqu'ici, bien qu'elles fussent devant ses yeux. L'aspect intellectuel est subordonné à l'aspect éducatif, et la grammaire, l'arithmétique, les règles du langage, la géographie, l'histoire sont en quelque sorte dissoutes dans un enseignement réaliste et concret. Le sport, bien entendu, occupe

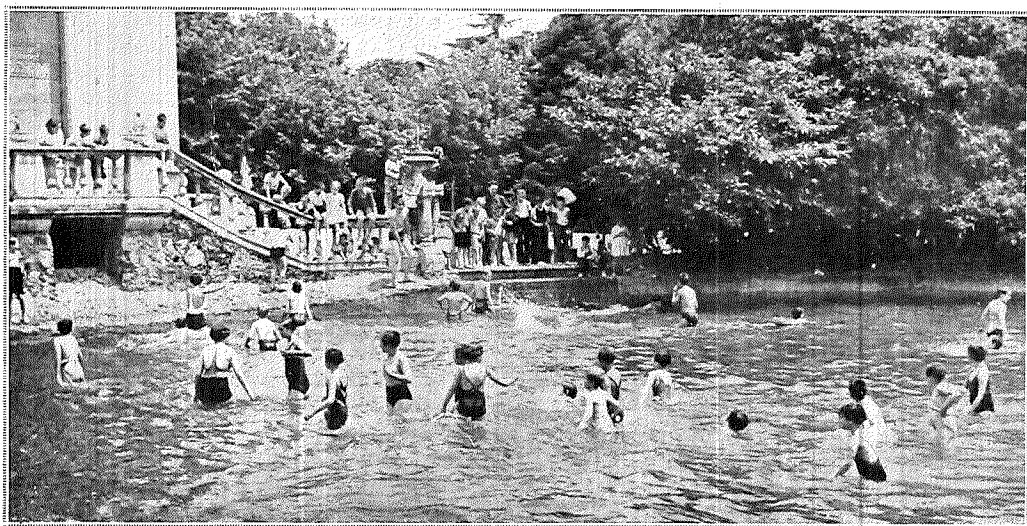




Un dortoir pour enfants à l'hôpital-clinique de Barcelone.

une place prépondérante : football, natation, excursions à pied, scoutisme, canotage, et aussi la gymnastique rythmique, les travaux de jardinage, en vue de rendre la vigueur à des organismes anémiques. Cette activité est souvent orientée vers des buts pratiques. Dans une colonie, par exemple, les enfants ont converti une lagune infecte en un étang qui est aujourd'hui une véri-

qui a été perdu ou abandonné. La vie au foyer est organisée sur le modèle de la vie d'une famille nombreuse et patriarcale. Elle a pour centre la personne qui assume les fonctions de mère, avec l'assistance de nurses volontaires, car nul n'est rétribué. Les foyers sont ouverts aux enfants des deux sexes, mais plus particulièrement à ceux d'un très jeune âge et aux fillettes. Ces dernières



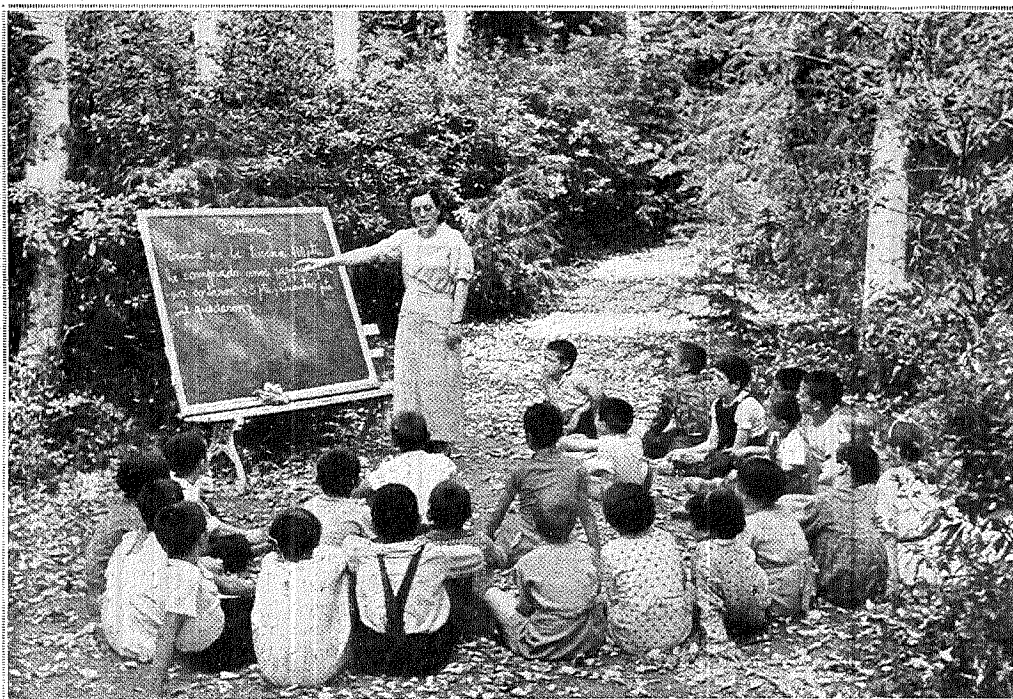
La baignade à la colonie des Pins.

table piscine ; une épaisseur de 0 m. 25 de vase a été utilisée pour fertiliser un champ, devenu un beau potager. D'autres préfèrent les travaux de menuiserie, de céramique, d'électricité. On encourage leurs goûts, on les prépare à un métier qu'ils pourront exercer plus tard.

Auprès de l'école, si on peut l'appeler ainsi, il y a le foyer, qui est destiné à remplacer celui

sont habituées aux travaux domestiques, à l'entretien d'une maison, aux soins de la puériculture. On leur donne précocement le sentiment de leur responsabilité en les préparant au rôle de femme et de mère qu'elles auront à remplir un jour.

Pour fixer l'ampleur de cet effort, quelques chiffres ne sont pas inutiles. L'installation d'une colonie de vingt enfants nécessite une somme



Les enfants devant le tableau noir dans le parc de la colonie.

DANS LES CENTRES D'AIDE AUX RÉFUGIÉS DE LA GÉNÉRALITÉ DE CATALOGNE.

d'une dizaine de milliers de pesetas et son entretien mensuel coûte 3.000 pesetas. L'*Assistencia Infantil* se charge, en outre de la fourniture du linge et des vêtements. Or, c'est par milliers, par dizaines de milliers même, que se comptent les enfants à assister...

#### « LE MARTYRE DES ŒUVRES D'ART »

Sous ce titre, *L'Illustration* consacre un troisième album à la guerre d'Espagne.

Il diffère par son caractère des deux précédents, parus en août 1936 et en janvier 1937. Laissant de côté les événements politiques, militaires et diplomatiques qui se sont produits depuis un an sans amener encore de décision, il présente les horreurs de la guerre sous un autre aspect. On n'y trouvera plus de cadavres épars dans les campagnes ou les cités, de victimes des représailles, de ruines lamentables accumulées par les bombardements, mais des reproductions d'œuvres d'art dégradées ou mutilées. Ces œuvres, qui n'appartiennent pas seulement au patrimoine de l'Espagne mais à la civilisation universelle, sont presque toutes de caractère religieux, puisque l'Espagne au cours des siècles a été profondément catholique et que la religion animait toutes les formes de son activité spirituelle. C'est tout justement ce caractère religieux qui a déchaîné contre elles un vandalisme destructeur. Il est malheureusement inévitable, lorsque la guerre sévit quelque part, qu'elle étende ses effets au delà de son objet immédiat. Des édifices sont bombardés ou incendiés, qui peuvent être des églises, des sanctuaires, des monuments historiques, et les richesses qu'ils renferment — tableaux, sculptures, objets précieux de toute sorte — partagent leur sort. Tel n'est pas, toutefois, le cas pour les documents réunis dans l'album



Réduction de la couverture de l'album consacré aux œuvres d'art détruites en Espagne.

en question et dont nous reproduisons ci-après quatre pages. Les œuvres d'art « martyres » ont été mises dans l'état où elles sont d'une façon volontaire, évidemment systématique, sans aucune nécessité militaire, loin de la zone des combats et, le plus souvent, à un moment où les rouges étaient entièrement maîtres de la région où elles se trouvaient.

Les 70 images retenues pour cet album parmi plus de 500 proviennent de quatorze régions, à savoir : celles de Cadix, Avila, Huelva, Badajoz, Cordoue, Guadalajara, Tolède, Malaga, Grenade, Madrid, Biscaye, Gijon, Santander et Séville. Ces documents ont été rassemblés au fur et à mesure de leur occupation par les armées nationalistes. Ils parlent par eux-mêmes et rendent tout commentaire superflu. Il suffit de regarder ces Christs ou ces Vierges aux yeux crevés, ces toiles ou ces panneaux de bois lacérés par la pointe des baïonnettes, ces statues ou ces morceaux de sculptures brisées, alors que les murs qui les abritent encore ne portent pas la moindre trace d'obus ni de fusillade, pour se rendre compte que la guerre n'est pas passée par là et que le fanatisme révolutionnaire est seul en cause.